

Citation style

Lattard, Alain: review of: Michael Schneider, In der Kriegsgesellschaft. Arbeiter und Arbeiterbewegung 1939 bis 1945, Bonn: Dietz, 2014, in: Francia-Recensio, 2016-2, 19.-21. Jahrhundert - Époque contemporaine, downloaded from recensio.net

First published:

<http://www.perspectivia.net/publikationen/francia/francia...>



copyright

This article may be downloaded and/or used within the private copying exemption. Any further use without permission of the rights owner shall be subject to legal licences (§§ 44a-63a UrhG / German Copyright Act).

Michael Schneider, In der Kriegsgesellschaft. Arbeiter und Arbeiterbewegung 1939 bis 1945, Bonn (Dietz) 2014, 1509 S. (Geschichte der Arbeiter und der Arbeiterbewegung in Deutschland seit dem Ende des 18. Jahrhunderts, 13), ISBN 978-3-8012-5038-6, EUR 98,00.

rezensiert von/compte rendu rédigé par
Alain Lattard, Paris

Avec ce volume sur la période de guerre, Michael Schneider achève, dans le cadre de la collection »Geschichte der Arbeiter und der Arbeiterbewegung seit dem Ende des 18. Jahrhunderts« dirigée par Gerhard A. Ritter, l'analyse de la période nationale-socialiste qu'avait amorcé un premier volume consacré aux années 1933–1939. Si quinze ans séparent ces deux livres, c'est que Schneider, outre son activité de professeur associé à l'université de Bonn a assuré de 1999 à 2009 la direction de l'Archiv der sozialen Demokratie. Au moins ce laps de temps lui aura-t-il permis d'intégrer les derniers résultats d'une recherche qui continue d'être prolifique. Les plus de 1500 pages du volume, dont presque 100 pour une bibliographie imprimée en caractères serrés, témoignent de ce souci d'exhaustivité.

Schneider organise son propos en trois gros chapitres, correspondant à trois angles d'approche distincts, mais complémentaires: le premier s'attache à la politique du régime, préoccupé par tous les moyens de mobiliser les ouvriers au service de la guerre; le deuxième inverse la perspective en décrivant la vie ouvrière, c'est-à-dire les conséquences de cette politique, vues d'en bas; le troisième éclaire enfin ce qui est en marge, la résistance politique, qu'elle soit en exil ou dans l'illégalité.

Le premier chapitre aborde successivement le déroulement de la guerre, à laquelle sont progressivement subordonnés tous les aspects de la vie sociale (d'où le concept de »Kriegsgesellschaft«); la mobilisation sur le »front intérieur« dans ses différents aspects: mobilisation du travail, façonnement idéologique par le canal de la politique familiale, de la politique éducative et des organisations de masse (de la Hitlerjugend à l'Arbeitsdienst), omniprésence du Deutsche Arbeitsfront (actif entre autres dans les relations du travail, la formation professionnelle et les loisirs de masse), politique sociale enfin, carotte pour essayer de souder les énergies dans l'effort de guerre; le bâton n'est évidemment pas oublié, terrible système de terreur et de répression, dont est rappelé le rôle avant la première conclusion intermédiaire.

Le deuxième chapitre éclaire les différents aspects de la vie ouvrière, successivement dans la sphère du travail, au sein du foyer et dans les loisirs. C'est dans ce dernier domaine que la guerre se fait d'abord le moins, en tout cas le plus tard sentir: qu'il s'agisse de radio ou de cinéma, les nouveaux média de masse poursuivent leur essor, leur fonction de divertissement, restant relativement

préservée de l'instrumentalisation politique puisque, comme en témoigne une note de février 1942 du journal de Goebbels, les dirigeants ont compris que »unser Volk bei guter Laune zu erhalten, das ist auch kriegswichtig«. Se divertir aide à mieux supporter la dégradation progressive de la vie familiale, déstructurée par les départs au front et les réquisitions du service du travail, et souffrant bientôt aussi de difficultés d'approvisionnement puis de problèmes de logements, lorsque s'intensifient les bombardements alliés. Les distractions sont surtout censées compenser les contraintes croissantes de la vie au travail, auxquelles la plus grande part du chapitre est consacrée. La guerre y accuse en effet les évolutions amorcées dès 1933: structures hiérarchiques de plus en plus autoritaires, intensification du processus de production sous le signe de la rationalisation, d'une extension des rémunérations au rendement et d'un allongement drastique du temps de travail, ainsi qu'efforts ravivés du régime pour faire apparaître l'entreprise comme la cellule génératrice de la *Leistungs- und Volksgemeinschaft* nationale-socialiste, tant par le biais de la propagande, que d'une politique sociale d'établissement. Mais la guerre induit en outre un changement plus profond qui achève de miner les bases de la solidarité ouvrière: du fait des besoins en soldats de l'armée et de la gestion centralisée de la main-d'œuvre qu'on s'applique à mettre en place à la fois pour compenser les ponctions de la Wehrmacht et pour renforcer la production d'armement, la composition du salariat devient instable et hétérogène, incluant une part grandissante d'ouvriers non ou peu formés, de femmes et surtout de travailleurs étrangers. Le chapitre se clôt par une esquisse de l'évolution de l'opinion entre »espoir de victoire et peur de la catastrophe«, pour autant que permet de la connaître le croisement des rapports des partis ouvriers en exil avec ceux des services de sécurité des SS, avant de s'interroger en conclusion sur la tension entre vision national-socialiste et réalités sociales, entre *Volksgemeinschaft* et *Klassengesellschaft*.

Le troisième chapitre donne tout d'abord une vue d'ensemble des organisations ouvrières en exil, présentant d'une part les conditions d'existence et de travail dans les différents pays d'accueil, d'autre part la stratégie des différents courants, communisme, social-démocratie et syndicats, sans oublier leurs tentatives (peu fructueuses) de coopération (en particulier la question du Front populaire en exil). Puis, il aborde les activités illégales à l'intérieur du Reich en annonçant d'entrée renoncer ici à un tableau complet pour se concentrer sur des exemples significatifs. Cela conduit à une présentation qui ne décline pas seulement l'analyse du travail organisationnel, des actions et des programmes d'avenir respectifs pour les mêmes courants que le sous-chapitre exil, mais inclut aussi la résistance dans les camps et les prisons, les activités de l'»Orchestre rouge« et l'attentat du 20 juillet 1944. La conclusion de chapitre, qui évalue la portée d'une résistance certes sans assise populaire, mais néanmoins dépositaire d'un précieux »capital moral«, est opportunément précédée d'une dernière (et plus brève) section sur les initiatives ouvrières et la formation des premiers embryons de partis et de syndicats au printemps 1945.

Aucun plan n'est idéal et celui-là n'évite pas un certain nombre de redites du premier au deuxième

chapitre, notamment sur la politique sociale, les questions salariales et d'organisation du travail. Mais croisant les perspectives, il a le grand avantage de faciliter l'intégration des différents types d'approche historiographique, histoire politique, histoire sociale, mais aussi *Unternehmensgeschichte*, *Alltagsgeschichte* et *oral history*. Et il permet à l'étude d'allier une argumentation bien charpentée à un souci du détail qui peut s'appuyer sur une impressionnante documentation.

La question-clé qui sous-tend tout l'ouvrage est évidemment celle du rapport des ouvriers au régime. C'est elle qui fait à la fois tout son intérêt et toute sa difficulté: son intérêt, car – est-il besoin de le rappeler? – le débat sur les parts respectives de répression, d'indifférence ou de ralliement à même d'expliquer l'absence de résistance ouvrière massive a polarisé l'historiographie pendant plusieurs décennies; sa difficulté, car, démarche logique pour une étude s'insérant dans le cadre d'une collection sur le mouvement ouvrier, cette question pose en termes de classe le rapport à un régime qui, niant la légitimité d'une telle identité collective, s'applique, tant par la répression que par son contre-projet de *Volksgemeinschaft*, à en faire disparaître toute expression spécifique. C'est donc prudemment et par touches successives que Schneider cerne cet objet difficilement saisissable

À la fin du troisième chapitre, il rend certes hommage à la résistance politique, dont le mouvement ouvrier n'a bien sûr pas le monopole, mais que ses groupes ont quantitativement nourrie en proportion trop importante pour que ne soit pas invalidée l'idée d'une *Volksgemeinschaft* incluant tous les Allemands. Il reste pourtant que cette résistance n'a pas ébranlé le régime. Le constat n'est guère différent pour les formes plus diffuses de résistance, communément qualifiées de »Resistenz« depuis le projet de recherche bavarois de la fin des années 1970: ainsi, pour ne prendre que cet exemple central, la protestation sur le lieu de travail, quelque fréquente qu'elle ait pu être et même si quelques grèves prouvent que ni la guerre ni la répression n'ont pu complètement faire disparaître cette forme élémentaire de l'action ouvrière, n'est à son sens pas cette résistance passive généralisée, ce refus collectif de coopération, cette forme primitive de lutte des classes que voulait y voir Tim Mason dans les années 1970 (p. 595 sq.). Schneider incite aussi à la prudence dans l'interprétation du »quant-à-soi« ouvrier, le *Eigensinn* mis en avant par les historiens du quotidien à la suite de Alf Lütke. Pour lui, tous ces comportements, très rarement expression d'une résistance politique, relèvent la plupart du temps d'une réaction individuelle contre les excès du système de travail. Ils n'en restent pas moins une forme d'opposition ouvrière prouvant bien qu'en dépit du discours sur la *Betriebsgemeinschaft* le conflit fondamental sur le salaire et les conditions de travail subsiste (p. 596–597).

Dans la logique de cette analyse, Schneider garde une position médiane dans le débat historiographique plus récent sur le degré de réalisation de la *Volksgemeinschaft*. Dénoncer les excès d'une certaine *Alltagsgeschichte* des années 1980/1990, qui croyait partout découvrir des potentiels de »Resistenz«, ne doit pas inversement faire assimiler toute absence de critique ouverte à une adhésion à la »communauté du peuple«. Schneider y insiste: l'évolution de la société nationale-

socialiste, a fortiori pendant la guerre, fait persister dans les intérêts l'opposition de classe, de même qu'elle n'efface pas complètement les différenciations sociales caractéristiques de la singularité ouvrière. Certes, il faut, en revanche, reconnaître la disparition d'une conscience de classe, ce qui va dans le sens de l'idéologie communautaire de la NSDAP, mais si *Volksgemeinschaft* il y a, elle est à son sens tout au plus apparente ou subjective («gefühl», p. 871 sq).

L'apparence est une question de proportion: elle tient au fait que si un certain dissentiment ouvrier (*Dissens*) a pu, au-delà des formes plus limitées de résistance ouverte, avoir un caractère massif, la tendance à s'accommoder du régime (*Mitmachen*) a toujours été nettement plus forte. Ou, pour le dire autrement: toutes les formes de mécontentement étaient insérées dans un «climat général d'approbation massive» (p. 1340). Pour comprendre la persistance d'un tel climat jusque dans les dernières semaines de la guerre, il ne suffit pas d'invoquer la contrainte et la propagande, ou des réflexes psychologiques qui valent pour l'ensemble de la population, comme l'adhésion qu'ont pu susciter les victoires dans la phase de la guerre-éclair, l'hésitation à protester pour ne pas porter tort à ceux qui sont au front, ou encore le sentiment de devoir tenir jusqu'au bout suscité par l'exigence alliée d'une capitulation sans condition.

Il faut par ailleurs souligner que le régime avait conscience de ne pouvoir gagner la guerre s'il s'aliénait les milieux ouvriers. Cette préoccupation se reconnaît en négatif dans les hésitations à mettre en œuvre un certain nombre de politiques aussi radicalement qu'elles avaient été annoncées: c'est en particulier le cas pour la gestion de la main d'œuvre qui, si l'on en juge par la lente mobilisation des femmes ou le peu de succès des *Auskämmaktionen*, met bien mal en pratique l'impératif de «guerre totale» proclamé par Goebbels dans son discours du Palais des Sports. Mais elle se traduit aussi par toute une série de mesures s'appliquant activement à gagner la confiance de l'ouvrier. Il y a d'une part une politique sociale qui offre l'augmentation d'un nombre appréciable de prestations (assurance maladie, chômage, retraite, paiement du salaire en cas de maladie), une meilleure protection de la maternité, une amélioration de l'environnement de travail (hygiène, ergonomie, cantines), du moins dans les grandes entreprises, enfin qui, même lorsqu'elle ne tient pas ses promesses (projet de réforme des retraites et programme de logements sociaux annoncés pour l'après-guerre, *KdF-Wagen*) nourrit les rêves d'État providence et de société de consommation (le national-socialisme comme *Wohlfahrtsdiktatur*, p. 453). Il y a d'autre part la satisfaction idéologique qu'apportent le culte du travail manuel et l'exaltation du métier. Enfin, il y a les opportunités d'ascension professionnelle ouvertes par le constant redéploiement de main d'œuvre et surtout par le recours massif au travail forcé des étrangers (plus d'un quart des salariés du Reich à l'été 1944!), travail forcé qui permet de réserver aux Allemands les postes les plus qualifiés.

Dans les années 1960 et 1970 prédominaient des recherches identifiant le monde ouvrier à ses organisations traditionnelles et s'ingéniant de ce fait à trouver dans son rapport au pouvoir nazi des

traces de ce qu'aurait dû faire un »mouvement ouvrier«. Dans les années 1990, retour de balancier: beaucoup s'appuient sur les analyses du vote pour Hitler (Jürgen Falter et Gunter Mai) pour affirmer que c'est chez les travailleurs que le national-socialisme aurait trouvé son principal soutien.

Schneider, au diapason de l'historiographie d'aujourd'hui, défend une position plus mesurée. Elle tient compte non seulement de l'anéantissement des partis et syndicats ouvriers après 1933, mais aussi du fait que dès les années 1920 ceux-ci ne regroupaient plus qu'une minorité de travailleurs. Le régime nazi peut donc profiter d'un effritement des milieux socioculturels traditionnels et d'une individualisation déjà amorcée avant lui. Le contexte de guerre, avec la déstructuration des collectifs de travail qu'elle induit et la pression psychologique et politique qui l'accompagne, achève de favoriser chez les ouvriers une attitude de repli sur soi, d'acceptation résignée du pouvoir en place et de »prise au passage« de son offre sociale (»Mitnehmen der Regimeangebote«, p. 1340). Toutefois, Schneider dément que la classe ouvrière ait été socialement ou politiquement intégrée. Certes, des ouvriers ont été membres du NSDAP et ont fait partie des institutions de contrôle et de terreur (du *Blockwart* au gardien de camp de concentration), mais entre ces cas d'adhésion compromettante ou criminelle et la minorité de résistants l'attitude dominante lui paraît avoir été un suivisme sceptique (»widerwilliges Mitmachen«, p. 1340). Et même si le régime a tiré de cette situation une regrettable stabilité, il n'en a pas réussi pour autant à effacer durablement une conscience collective ouvrière: la rapide résurgence des organisations syndicales et des partis à partir de 1945 en apporte la preuve.

Michael Schneider livre ici une somme. L'idéologie et la réalité de la *Volksgemeinschaft*, qui voile bien des faits spécifiquement ouvriers, le conduisent souvent à déborder de son propos. Mais cette nécessité de traiter de la société allemande dans son ensemble, tout comme sa propension de l'auteur à faire le point sur la plupart des controverses historiographiques touchant au national-socialisme apporte à son ouvrage une sorte de plus-value pédagogique, que trois index (des personnes, des lieux et des thèmes) rendent aisément accessible. On a donc bien une œuvre de référence.